Histoire et conscience historique des pays russes

Histoire et conscience historique des pays russes

Pierre Gonneau

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1960>

DOI : 10.4000/ashp.1960

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 214-219

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Pierre Gonneau, « Histoire et conscience historique des pays russes », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 148 | 2017, mis en ligne le 25 septembre 2017, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1960> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1960>

HISTOIRE ET CONSCIENCE HISTORIQUE DES PAYS RUSSES

Directeur d'études : M. Pierre GONNEAU

Programme de l'année 2015-2016 : I. *Novgorod : études historiques, archéologiques et philologiques*. — II. *Diplomatique russe : les actes les plus anciens de l'espace slave oriental (XII^e-XIV^e s.)*. — III. *Questions diverses*.

I. *Novgorod : études historiques, archéologiques et philologiques*

En ouverture du séminaire, M^{me} Maud Barrand a présenté un exposé détaillé, illustré par les photographies de l'auteur, sur les sites archéologiques et les églises de l'île du Gotland, qui fut l'un des plus anciens partenaires de Novgorod dans le commerce international. Les séances ont été ensuite consacrées à l'étude du formulaire des traités conclus par la ville de Novgorod¹. La lecture et la comparaison des premiers traités internationaux signés par la cité (GVNP n^{os} 28-30, 32, 34-36), des premiers traités entre Novgorod et son prince (GVNP n^o 1-5), et de la première donation-privilege d'un prince de Novgorod (GVNP n^o 81) ont permis de constituer un échantillon de treize documents allant de 1130 à 1302 ou 1303-1307, selon les datations proposées². Les chartes ont en commun d'être relativement brèves et de suivre un formulaire assez succinct. Aucune d'entre elle n'est datée, à l'exception de la charte GVNP n^o 32. On y lit, à la dernière ligne du parchemin « l'an 6 » et le reste est tronqué. Toutefois, les experts semblent s'accorder à considérer cette pièce comme un faux³. De même, ces chartes sont pratiquement dénuées d'exposé, dont on ne trouve une mince trace que dans cinq des sept traités internationaux. Dans trois cas, il est fait mention de la venue d'une ambassade, ou d'un échange d'ambassades qui ont suscité la rédaction du document (GVNP 32, 34, 35). Les deux autres documents font état d'un litige qu'il convient de résoudre (GVNP 29, 36). Les partenaires de Novgorod sont Riga, le Gotland, et par extension « toute la nation latine ».

L'intitulation et l'adresse sont un peu plus riches et variés. L'acte le plus ancien (1130) est une donation double, faite au nom de deux princes, le père, Mstislav Vladimirovič, désormais sur le trône de Kiev, mais qui a longtemps régné sur Novgorod et son fils Vsevolod qu'il a installé à sa place en 1117. L'autorité personnelle de l'auteur et le faible développement des institutions locales à l'époque expliquent que Mstislav dispose seul d'objets précieux, mais aussi de terres et de revenus fiscaux

1. Nous citons ces textes d'après *Gramoty velikogo Novgoroda i Pskova*, éd. S. N. Valk, Moskva, Izd. Akademii nauk SSSR, 1949 = GVNP. Lors de sa venue en tant que directeur d'études invité, le professeur Aleksandr Ivanov (voir plus bas) a signalé que cette édition était loin d'être impeccable du point de vue philologique. En attendant son remplacement, elle demeure toutefois la publication de référence.
2. Dans l'édition GVNP, la charte n^o 36 est datée des années 1303-1307, mais V. L. Janin propose les années 1299-1300, V. L. Janin, *Novgorodskie akty XII-XV vv. : xronologičeskij kommentarij*, Moskva, Nauka, 1991 (ci-après Janin 1991), p. 84-85.
3. GVNP, p. 62; Janin 1991, p. 353-354.

de Novgorod, au profit d'une abbaye des environs de la ville (GVNP 81). Les documents suivants montrent au contraire une certaine forme de partage du pouvoir entre le prince et les élus de la cité. À deux occasions (GVNP 28-29), on a affaire au formulaire princier qui va devenir usuel : « voici que moi, Untel » (*se az X*), mais il est complété par la préposition *s* + instrumental (« en compagnie de ») et la liste énumère le bourgmestre ou prévôt (*posadnik*), le chiliarque (*tysjackij*) et « tous les Novgorodiens » (*vsi Novgorodci*) comme co-auteurs de l'acte. La première charte fait précéder cette liste du participe *sgadav* (« ayant délibéré ») qui suggère une concertation formelle entre le prince et les autorités de la cité. Trois autres pièces sont expédiées solidairement « de la part » (*ot*) du grand-prince X, du prévôt, du chiliarque et de tout Novgorod (GVNP 32, 34, 35). Une dernière charte, réclamant la restitution de marchandises volées à des Novgorodiens, est adressée seulement par les représentants de Novgorod aux autorités de Riga. L'omission du prince semble correspondre à une période où le trône de Novgorod était vacant, ce qui milite en faveur d'une datation de l'acte entre 1299 et la première moitié de 1300. Quatre exemplaires des traités entre Novgorod et son prince sont rédigés au nom de la cité. Les trois premiers suivent le même formulaire : bénédiction (*blagoslovenie*) de l'évêque et salut (*poklon, poklanjanie*) des élus (GVNP 1-3). Le dernier omet toute intitution et commence par le dispositif (GVNP 5). L'acte rédigé au nom du prince adresse un salut (*poklon*) à la cité (GVNP 4).

Le dispositif de la donation-privilege (GVNP 81) est principalement rédigé au parfait dont la valeur performative marque la permanence de la disposition : « voici que j'ai ordonné / j'ordonne » (*se az" povelěl" esm'*), « j'ai donné/je donne » (*dal" esm'*), avec en sus une demande de prières à l'impératif « priez Dieu pour moi et mes enfants » (*molite Boga za mja i za moě děti*). Quatre traités internationaux (GVNP 28, 29, 32, 34) expriment le dispositif à l'aide de l'aoriste, temps du récit que l'on retrouve plutôt dans les textes narratifs : « nous confirmâmes l'ancienne paix ; nous conclûmes la paix ; nous concédâmes deux routes ; nous leur concédâmes trois routes » (*potverdixom mira starogo s ; dokončaxom mir s ; daxom 2 puti ; daxom im 3 puti*). Ailleurs, on trouve une combinaison d'impératifs et de propositions infinitives exprimant l'obligation. C'est ainsi que les Novgorodiens exigent que leur prince prête serment (m. à m. qu'il baise la croix) : « prince, à toi de baiser la croix sur cela » (*na sem' ti, knjaže, xr'st" cělovati* GVNP 1), ou bien : « prince, baise la croix sur cela » (*na sem', knjaže, cělui xr'st"* GVNP 2). Les clauses précises qui forment le cœur du dispositif se reprennent d'un traité à l'autre, dans un ordre similaire, mais pas strictement identique. Elles reflètent l'évolution du rapport de force entre les parties et le raffinement croissant des dispositifs judiciaires.

Les clauses finales sont absentes dans huit cas (GVNP 3-5, 28, 30, 32, 34, 35). La donation-privilege de 1130 qui consigne les libéralités de deux princes différents comprend donc deux clauses comminatoires successives menaçant ceux qui contreviendraient à leurs dispositions du jugement de Dieu, de la vindicte de sa Mère et de saint Georges, auquel le monastère bénéficiaire de la charte est dédié (GVNP 81). Le traité international de 1262-1263 (GVNP 29) combine dans ses dernières lignes l'annonce d'un *vidimus* (GVNP 28), une ultime précision du dispositif et une clause de renonciation. Le rédacteur introduit le texte du *vidimus* par la formule : « et ceci est notre

ancienne justice⁴ et charte que vos pères et les nôtres ont prêté serment de respecter » (*A se staraja naša pravda i gramota na čem' cělovali otcī vaši i naši krest*). Toutefois, avant de recopier le texte du précédent traité, daté par les spécialistes de 1191-1192, il énonce le principe de territorialité de la juridiction : « là où un litige éclate, là il faut y mettre fin » (*A gdě sja tjaža rodit', tu ju končati*), censé éviter les recours multiples à propos d'une même affaire. En outre, il déclare que tout autre texte serait nul et non avenu et annonce un serment de validation : « d'autre charte nous n'avons point, n'en avons pas dissimulé, n'en connaissons. Sur cela, nous prêtons serment » (*A inoe gramoty u nas nětut', ni potaili esmy, ni vėdaem*). *Na tom' krest" cěluem*). Les deux premiers traités entre Novgorod et son prince concluent l'énumération des dispositions par deux formules récapitulatives. Le premier rappelle solennellement au prince son obligation de prêter serment, déjà formulée en tête du dispositif : « tu dois jurer de respecter tout cela en bon amour, sans la moindre réserve, sincèrement, devant nos émissaires » (*na tom" ti na vsem'xr'st" cělovati po ljub"vi, bez" vsjakogo izveta, v" prav'du, pri našix" poslex* GVNP 1). Le deuxième énonce : « telle a été la coutume, seigneur prince, des grands-pères et des pères, les nôtres comme les tiens, et de ton père Jaroslav » (*tako, knjaže gospodine, pošlo ot dēd" i ot otec', i ot tvoix" i ot našix", i ot tvoego otčja Jaroslava* GVNP 2).

II. Diplomatie russe : les actes les plus anciens de l'espace slave oriental (XII^e-XIV^e s.)

L'étude s'est concentrée cette année sur les testaments de princes de Moscou et grands-princes de Vladimir, depuis Ivan Kalita († 1341) jusqu'à Dmitrij Ivanovič († 1389). Pour mieux comprendre le contexte de ces documents, on a lu les entrées des chroniques moscovites pour les années du monde 6861-6867 (1353-1359), ainsi que le « Dit sur la vie et le trépas du grand-prince Dmitrij Ivanovič, tsar russe », un texte hagiographique du x^v^e siècle qui représente une étape importante dans l'élaboration d'une idée impériale russe. Ces sources ont été très abondamment étudiées. Pour cette année, nous avons laissé de côté les questions de géographie historique qui ont fait couler beaucoup d'encre. Nous avons utilisé, en revanche, les travaux de L. V. Čerepnin, V. A. Kučkin et de V. Vodoff⁵.

4. *Pravda*, en vieux russe, a le sens de « justice » et peut désigner un code, ou un droit.

5. L'édition de référence a été supervisée par L. V. Čerepnin, *Duxovnye i dogovornye gramoty velikix i udel'nyx knjazej XIV-XV vv.*, Moscou, Leningrad, 1950 = DDG. La datation de plusieurs documents a été révisée, en particulier dans A.A. Zimin, « O xronologii duxovnyx i dogovornyx gramot velikix i udel'nyx knjazej XIV-XV vv. », *Problemy istočnikovedenija*, 6 (1958), p. 275-324. V.A. Kučkin a proposé des éditions plus récentes dans la revue *Drevnjaja Rus' : Voprosy medievistiki*, 2008 n° 1(31) et 2(32) = testaments d'Ivan I^{er} Kalita ; n° 3(33) = testament de Semen le Fier ; n° 4(34) = premier testament d'Ivan II le Bel ; 2009 n° 1(35) = deuxième testament d'Ivan II ; n° 2(36) = premier testament de Dmitrij Donskoj et n° 3(37) = deuxième testament de Dmitrij Donskoj. Cité ci-après : Kučkin DR, suivi de la référence au numéro de la revue. V. Vodoff, *Princes et principautés russes (X^e-XVII^e siècles)*, Northampton, Variorum reprints, 1989, recueil rassemblant les travaux de l'A. sur la titulature princière, l'emploi du terme « tsar », les panégyriques princiers (dont celui de Dmitrij Donskoj) et le testament de Dmitrij Donskoj.

Conservés aux Archives nationales de Russie des actes anciens (RGADA), les testaments d'Ivan I^{er} Kalita, Semen le Fier, Ivan II le Bel et Dmitrij Ivanovič Donskoj comptent parmi les plus anciens documents originaux de la diplomatie moscovite. Leur but est de transcrire les dernières volontés du *pater familias*, suivant la formule : « je donne mes dispositions » (*daju rjad*). Il s'agit d'abord de régler la dévolution du patrimoine (*otčina*) que le testateur lègue à ses fils, à sa veuve et parfois à ses filles. Ce patrimoine est foncier, composé de cantons (*volost'*), bourgs-francs (*sloboda*), villages (*selo*), ou petits villages (*sel'co*). Chaque fils est doté, ainsi que la future veuve. En sus, le testateur partage entre ses héritiers son or et son argent : des chaînes et des ceintures, des coupes et des plats ; il distribue équitablement les vêtements de parade : manteaux, bonnets et pelisses de fourrure. La répartition des revenus fiscaux, en particulier des péages (*myt*) et des tonlieux (*tamga*) est également prévue. Les agents chargés de la perception, les apiculteurs, domestiques et autres non libres sont également légués aux membres de la famille. Il est fait aussi mention de troupeaux, en particulier de chevaux.

Les testaments ont été scrutés à la loupe pour évaluer l'extension du patrimoine moscovite et les règles de son partage. On peut constater que certains terroirs sont réservés pour les femmes et passent d'une veuve à une autre. On ne manque pas non plus de relever la précarité de la propriété de ce « domaine royal », puisque les princes de Moscou, comme tous leurs cousins, sont alors vassaux du khan de la Horde d'Or. Dans plusieurs testaments, une clause prévoit une intervention de ces redoutables suzerains. En 1339, Ivan Kalita écrit : « Et si, pour mes péchés, les Tatars revendiquent quelque canton et s'en emparent, vous, mes fils et mon épouse, referez entre vous le partage des cantons [restants] pour remplacer ceux [qui auront été perdus] » (*a po moim grexom, ci imut' iskati tatarove kotoryx volostii, a otoimut'sja, vam, synom moim, i knjagini moi podeliti vy sja opjat' tymi volostmi na to mesto*)⁶. En 1359, Ivan II le Bel évoque des régions que Moscou a récemment arrachées à la principauté voisine de Rjazan' : « Et si, pour nos péchés, on vient de la part de la Horde revendiquer Kolomna, les localités de la Lopastnja, ou des localités de Rjazan' acquises par échange et si, pour nos péchés, quelque localité nous est enlevée, que mes fils, les princes Dmitrij et Ivan, ainsi que le prince Vladimir et mon épouse, remplacent cela en se partageant les localités non disputées » (*a ci po grëxom" imut" iz Ordy iskati Kolomny ili lopasten'skix" mēst", ili otmēn'nyx mēst" rjazan'skix", a ci po grëxom" otoimetsja kotoroe mēsto, dēti moi, knjaz' Dmitrii i knjaz' Ivan", i knjaz' Volodimer", v to mēsto, i knjagini poděl'jatsja bez"pen'nymi mēsty*)⁷. En 1389, Dmitrij Donskoj qui a remporté une victoire éphémère sur un usurpateur tatar à Kulikovo Pole en 1380, mais qui n'a jamais remis en cause le principe de la sujétion au khan légitime, fait preuve d'un optimisme mesuré : « Si Dieu change la Horde et mes fils n'ont plus à payer tribut à la Horde, que revienne à chacun de mes fils le tribut qu'il prélève sur son lot » (*a peremēnit" Bog" Ordu, dēti moi ne imut" davati vyxoda v Ordu, i kotoryi syn" moi vozmet dan' na svoem udělě, to tomu i est'*)⁸. Mais le plus important est

6. DDG n° 1, p. 8 et 10 (version 1 et 2) ; V. A. Kučkin, DR 2008 n° 1(31), p. 107 et n° 2(32), p. 130.

7. DDG n° 4, p. 15 et 18 (deux versions) ; V. A. Kučkin, DR n° 4(34), 2008, p. 99 et n° 1(35), 2009, p. 96. *Bespennye mesta* est traduit d'après le contexte. Mot à mot, il désigne les endroits qui ne tombent pas sous le coup d'une *penja* : reproche, accusation, dispute, châtement, amende.

8. DDG n° 12, p. 36 ; V. A. Kučkin, DR n° 3(37), 2009, p. 135.

dissimulé, sous le couvert des dispositions ordinaires. Les historiens ont depuis longtemps remarqué que dans son testament Dmitrij Donskoj lègue à son fils aîné, le futur Vasilij I^{er}, non seulement son héritage de Moscou, mais aussi le territoire de Vladimir-sur-la-Kljaz'ma et le titre de grand-prince qui lui est attaché, alors que jusque-là Vladimir était alloué par le khan tatar à un prince russe de son choix qui devenait *primus inter pares*. Or, depuis Ivan Kalita, les princes de Moscou se sont employés, avec succès, mais aussi quelques revers, à monopoliser ce trône. Dmitrij Donskoj parvient à officialiser ce monopole et à confirmer ainsi l'ascendant que commence à prendre la dynastie de Moscou. Par ailleurs, il qualifie d'« achats » (*kupli*) de son grand-père Ivan Kalita des régions qui ne faisaient pas partie du patrimoine moscovite, mais ont été annexées à des époques diverses. On a beaucoup glosé sur ces *kupli*, mais le plus probable est qu'il s'agit d'une fiction juridique⁹.

Les aspects religieux de ces testaments ont recueilli moins d'attention, mais ne sont pas dénué d'intérêt. Le testateur se présente comme « pauvre pécheur, serviteur de Dieu » (*xudyi grěšnyi rab'' božii*), selon la formule consacrée. Il ne porte aucun titre, ce qui accentue le caractère familial et patrimonial, plutôt que politique du document. Ivan Kalita se contente de donner son prénom, tandis que l'un de ses fils et son petit-fils indiquent le prénom suivi du patronyme : Ivan Ivanovič et Dmitrij Ivanovič. On s'est interrogé sur le prénom Sozont (Sozon) sous lequel Semen Ivanovič se présente. Il ne peut s'agir d'un nom de religion, puisque Semen, contrairement à son père Ivan I^{er} et à son frère Ivan II, n'a pas pris l'habit avant de mourir. Mais on sait qu'il était né le 7 septembre, jour de la Saint-Sozon et il a pu conserver ce prénom à titre personnel, comme Vasilij III, baptisé Basile, mais né dans la nuit du 25 au 26 mars 1479, veille de la synaxe de l'archange Gabriel et appelé Vasilij-Gavril ou Gavril dans certaines notices de chroniques¹⁰. Semen écrit son testament entre le 18 mars et le 26 avril 1353, pendant des semaines terribles où la peste décime son entourage. La Mort noire, qui a touché l'Europe occidentale en 1348, atteint Moscou de plein fouet. Semen voit mourir le métropolite Théognoste et perd ses jeunes enfants, avant de mourir à son tour, bientôt suivi par son frère Andrej qu'il mentionne encore dans son testament. Il lui adresse, ainsi qu'à son autre frère Ivan, un appel à la concorde et à l'unité que l'on retrouve dans les autres testaments, mais auquel il ajoute quelques phrases plus personnelles : « N'écoutez pas les mauvaises gens et ceux qui vont vous brouiller, mais écoutez plutôt notre père, l'évêque Alexis, ainsi que les vieux boyards qui voulaient le bien de notre père et veulent le vôtre. Et je vous écris cette parole afin que la mémoire de nos pères et la nôtre ne disparaissent pas, afin que le flambeau ne s'éteigne pas »¹¹. Ce dernier passage, unique dans les testaments moscovites

9. V. Vodoff, « À propos des "achats" (*kupli*) d'Ivan I^{er} de Moscou » et « Nouvelles remarques sur les *kupli* d'Ivan Kalita (tentative de mise au point) », dans le recueil *Princes et principautés russes*, art. XIII et XIV.

10. La notice Semen-Sozont (Gordyj) qui figure dans A. F. Litvina, F. B. Uspenskij, *Izbor imeni u russkix knjazej v X-XVI vv. : dinastičeskaja istorija skvoz' prizmu antroponimiki*, Moskva, Indrik, 2006, p. 610-612 est ambiguë. Semen aurait « visiblement » pris l'habit avant de mourir (ce qu'aucune chronique n'atteste), mais on ne peut pas exclure qu'il ne se soit pas fait moine (avec citation de l'historien M. N. Tixomirov à l'appui). Pour le double prénom de Vasilij III, voir par exemple la Chronique de Nikon, source officielle moscovite, dans *Polnoe sobranie russkix letopisej*, t. 12, Moskva, Nauka, 1965, p. 191.

11. DDG n° 3, p. 14; V.A. Kučkin, DR 2008 3(33), p. 124-125.

évoque une réminiscence biblique (Pr. 13.9, ou Pr. 20.20, ou Pr. 24.20). Chaque testament cite un certain nombre d'ecclésiastiques, témoins de l'acte, dont un ou plusieurs confesseurs (*otec duševnyj*) du prince. Ivan Kalita en a pas moins de trois, deux réguliers (Ephrem et Théodose) et un prêtre séculier (Davyd). Semen se contente du prêtre Evsevij (Eusèbe), mais associe au testament deux archimandrites et les trois évêques de sa principauté : Alexis de Vladimir (pressenti comme futur métropolite¹²), Athanase de Perejaslavl' et Athanase de Kolomna. Ils étaient probablement réunis à Moscou à l'occasion des funérailles du métropolite Théognoste. Ivan II fait certifier son testament par l'évêque de Rostov et par ses trois confesseurs, l'abbé Jean, les prêtres Ankinf et Patrekei. Dmitrij Donskoj a pour témoins deux abbés, Sébastien et surtout Serge de Radonež, qui deviendra bientôt l'un des grands saints protecteurs de la Moscovie et de sa dynastie régnante. Mais il cite aussi dix grands de son royaume : « et ont été là nos boyards » (*a tuto byli bojare naši*). On sent que ce testament, qui prévoit la dévolution du titre de grand-prince et un partage territorial complexe entre cinq fils, a besoin de l'appui des principaux « barons » de la Moscovie. La présence de clauses comminatoires à l'encontre de ceux qui enfreindraient les dispositions du testament et la mention du scribe donnent au formulaire un aspect plus officiel. Le testament d'Ivan Kalita est rédigé par « le secrétaire du grand-prince Kostroma » (*d'jak knjazja velikogo Kostroma*), ce qui pourrait vouloir dire que ce personnage appartient à la chancellerie de la grande-principauté de Vladimir, plutôt qu'à la chancellerie personnelle du prince de Moscou, si tant est que ces distinctions existent. Le scribe du testament de Semen le Fier n'est pas mentionné. Pour Ivan II, il s'agit de « Nesterko » et pour Dmitrij Ivanovič de « Vnuk ». Ces trois noms dénotent une humble origine et un état probablement laïc. Il s'agit sans doute de domestiques lettrés. Kostroma est un toponyme, Vnuk un surnom (« petit-fils »), et Nesterko le diminutif de Nester / Nestor. Aucun des documents ne porte de mention de date. En revanche, ils sont scellés du sceau du testateur. Dans le cas de Semen le Fier, ses deux frères ont joint leur sceau au sien, pour mieux manifester leur concorde.

III. Questions diverses

Deux séances ont été employées à lire et commenter le fameux article du philologue Buslaev (1818-1897) sur la barbe dans la Russie ancienne. La séance du mercredi 16 janvier 2016 a permis de commémorer le centenaire de la réunion organisée par Ernest Denis, dans la salle des Actes de la Sorbonne. En pleine Première Guerre mondiale, Denis avait réuni les slavistes français et Edvard Beneš.

Exposés des étudiants : le 18 mai, Ekaterina Gordienko a présenté le dossier de la canonisation du prêtre orthodoxe et russe émigré Aleksej Medvedkov (saint Alexis d'Ugine) par le patriarcat œcuménique et l'état de la question au patriarcat de Moscou. Le 25 mai, Anatole Lozovskij a présenté la situation des juifs dans l'Empire russe entre 1825 et 1855. Le 1^{er} juin Anton Odaysky a présenté la vie de Valentin Vojno Jaseneckij (1877-1961), devenu évêque de l'Église orthodoxe russe en pleine période stalinienne et canonisé en 1995.

12. Théognoste l'avait ordonné évêque de Vladimir dans ce but, mais cette manœuvre, anticipant la succession à la chaire métropolitaine, fera l'objet de vives contestations.